



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET



DIRECTION
GÉNÉRALE DU
TRÉSOR ET DE LA
COMPTABILITÉ
PUBLIQUE

RAPPORT D'EXÉCUTION DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

À FIN JUIN 2026



GESTION RIGOREUSE
TRANSPARENCE
PERFORMANCE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

EXERCICE 2026

Sommaire

1.	COMMENTAIRE SUR LE TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT	1
1.1.	Prévision budgétaire.....	1
1.2.	Exécution budgétaire.....	1
1.2.1.	Analyse détaillée des recettes et dons.....	2
1.2.2.	Analyse détaillée des dépenses totales	2
1.2.3.	Analyse des soldes.....	3
1.2.4.	Analyse du financement.....	3
1.2.5.	Programme économique et financier du FMI	4
2.	COHERENCE ENTRE LE TOFE ET LA DETTE PUBLIQUE	5
2.1.	Données issues du TOFE.....	5
2.2.	Données issues de la dette publique (ajustement stock-flux)	7
1.	COHERENCE ENTRE LA POSITION NETTE DU TRESOR ET LA POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT A FIN JUIN 2026	9
1.1.	Créances nettes de la BCEAO	9
1.2.	Créances nettes des banques commerciales.....	9

1. COMMENTAIRE SUR LE TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

1.1. Prévision budgétaire

La loi n° 2025-002 du 31 décembre 2025 portant loi de finances, exercice 2026, élaborée conformément au format des statistiques des finances publiques, fixe les prévisions des recettes totales et dons à 1.421,4 milliards et celles des dépenses totales à 1.627,9 milliards dégageant un déficit budgétaire de 206,6 milliards, soit 2,8% du PIB. Ces recettes se décomposent en recettes fiscales pour 1.096,1 milliards, en recettes non fiscales pour 109,6 milliards, dons pour 166,9 milliards et des recettes des comptes d'affectation spéciale (CAS) pour 48,7 milliards. Quant aux dépenses, elles comprennent 977,5 milliards de dépenses courantes, 601,7 milliards de dépenses en capital et 48,7 milliards des dépenses des comptes d'affectation spéciale (CAS).

1.2. Exécution budgétaire

A fin juin 2026, l'exécution consolidée des opérations financières de l'État révèle une situation globalement contrôlée, caractérisée par une collecte de recettes assez dynamique et une augmentation modérée des dépenses. Le déficit total dons inclus s'élève à 58,99 milliards, ce qui représente 0,8% du PIB. L'évolution positive majeure provient des recouvrements des recettes fiscales, qui ont augmenté de 14,3% par rapport à l'année précédente, grâce à la contribution du Commissariat des impôts et du Commissariat des douanes. En même temps, les dépenses ont diminué de 3,4%, ce qui favorise une amélioration notable des principaux soldes budgétaires. Cependant, l'exécution budgétaire est marquée par une faible mobilisation des dons projets, une forte dépendance au financement extérieur pour couvrir le déficit, ainsi qu'une gestion stricte de l'exécution des dépenses.

1.2.1. Analyse détaillée des recettes et dons

A fin juin 2026, les recettes totales et dons ont été mobilisés pour 588,08 milliards contre une prévision budgétaire de 1.421,4 milliards, soit un taux de recouvrement de 41,4%. Ces recettes sont en hausse de 12,4% en glissement annuel. Les recettes totales et dons sont constituées de recettes fiscales, recettes non fiscales, des recettes des comptes d'affectation spéciale (CAS) et les dons.

- **Les recettes fiscales** ont atteint 507,82 milliards, contre 444,11 milliards à fin juin 2025, soit une hausse de 14,3%. Elles représentent un taux de recouvrement de 46,3% du budget annuel. Cette performance constitue le principal facteur de soutien de la situation budgétaire. Elles sont recouvrées par le Commissariat des impôts (CI) et le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI). Les recouvrements du CI ont atteint 279,07 milliards, soit 45,3% de ses prévisions budgétaires annuelles et sont en hausse de 14,6%. Le Commissariat des douanes et droits indirects, pour sa part a recouvré 228,74 milliards au titre du premier semestre 2026, soit 47,7% de son objectif annuel et en progression de 14,0% en glissement annuel. La pression fiscale ressort à 6,8% du PIB à fin juin 2026, pour un objectif annuel de 14,6%.
- **Le recouvrement des recettes non fiscales** se sont établies à 35,50 milliards, contre 27,23 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 30,4% en glissement annuel. Malgré cette forte progression, le taux de recouvrement demeure faible soit 32,4%, ce qui suggère une marge importante d'amélioration au cours du second semestre de l'année 2026.
- **Les recettes des CAS** ont été recouvrées pour 2,15 milliards.
- **Les dons** ont été mobilisés pour 42,61 milliards, soit 25,5% du montant prévu au budget, et enregistrent une baisse de 14,7% par rapport à fin juin 2025. Cette situation traduit le nouveau statut du pays face à la mobilisation des appuis budgétaires sous forme de dons.

1.2.2. Analyse détaillée des dépenses totales

Au 30 juin 2026, les dépenses totales ont été exécutées à 647,06 milliards pour une prévision budgétaire de 1.627,9 milliards, soit un taux d'exécution de 39,7%. Elles sont en baisse 3,4% en glissement annuel. Cette évolution traduit globalement une maîtrise du rythme d'exécution des dépenses. Ces dépenses se décomposent en deux (2) grandes catégories que sont les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

▪ Les dépenses courantes

Prévues pour 1.026,2 milliards, elles ont été exécutées à 423,21 milliards à fin juin 2026, soit un taux d'exécution de 41,2% et en régression de 9,5% en glissement annuel. Elles se décomposent en dépenses de personnel, dépenses d'acquisition de biens et services, dépenses de transferts et subventions et en charges financières de la dette.

- ✓ **Les charges financières de la dette** sont exécutées pour 102,76 milliards contre une prévision de 188,6 milliards, soit un taux d'exécution de 54,5% et sont en hausse de 7,1% en glissement annuel.
- ✓ **Les dépenses de personnel** sont exécutées à 48,5% des prévisions, soit 181,07 milliards et sont en hausse de 10,2% en glissement annuel. Cette augmentation reflète les incidences financières des évolutions en grade des fonctionnaires et la prise en compte des nouveaux fonctionnaires recrutés dans les ministères sectoriels. Cependant, une attention particulière est portée sur l'évolution de la masse étant donné que le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 35,7% contre un objectif annuel de 34,1%.
- ✓ **Les dépenses d'acquisition de biens et services** sont exécutées pour 47,97 milliards, soit un taux d'exécution de 28,8% et en régression de 57,7% en glissement annuel. Cette situation traduit le reclassement des dépenses relatives aux chèques trésor dans les dépenses

d'investissement et une bonne maîtrise de l'exécution de cette catégorie de dépenses en prenant en compte les orientations du gouvernement en matière d'efficacité des dépenses.

- ✓ **Les dépenses de transferts et subventions**, prévues pour 248,8 milliards, ont connu un niveau d'exécution de 91,44 milliards, soit un taux d'exécution de 36,8% en hausse de 15,8%.

▪ **Les dépenses d'investissement**

Cette catégorie de dépenses a connu un niveau d'exécution de 223,85 milliards, en hausse de 10,7% par rapport à fin juin 2025 et un taux d'exécution du budget annuel de 37,2%.

La progression est plus portée par les dépenses d'investissement financées sur les ressources internes. Sur la période sous revue, les projets financés sur les ressources internes s'élèvent à 70,12 milliards, en hausse de 56,9%, avec un taux d'exécution de 43,4% et les dépenses d'acquisition des immobilisations hors PIP ont été exécutées pour 29,04 milliards soit un taux d'exécution de 55,2%.

En revanche, les dépenses d'investissement financées sur les ressources extérieures ont été exécutées pour 124,69 milliards, soit un taux d'exécution de 32,2% et en baisse de 16,5% par rapport à fin juin 2025. Elles se décomposent en dons projet pour 42,61 milliards et emprunts projet pour 82,08 milliards, soit des taux d'exécution de 25,5% pour les dons et 37,2% pour les emprunts.

1.2.3. Analyse des soldes

L'exécution, à fin juin 2026, fait ressortir un excédent primaire intérieur de 125,85 milliards contre 48,50 milliards à fin juin 2025, soit une amélioration de 159,5%. Son taux de réalisation a atteint 62,1% de l'objectif annuel. De sa part, le solde global primaire est excédentaire de 43,77 milliards en amélioration par rapport à son niveau enregistré à fin juin 2025.

Certes, on dénote une bonne performance du solde primaire intérieur mais on constate qu'après la prise en compte des dons, des charges financières et des dépenses financées sur ressources extérieures, ce solde s'est dégradé. Ainsi, le déficit global dons inclus (base ordonnancement) s'est établi à 58,99 milliards, contre 146,76 milliards à fin juin 2025, soit une amélioration de 59,8% et représente 0,8% du PIB. Cette amélioration constitue l'un des résultats les plus significatifs de l'exécution budgétaire du premier semestre 2026.

Par ailleurs, il est à noter qu'à fin juin 2026, la variation des arriérés s'élèvent à 12,89 milliards. Leur prise en compte a conduit à un déficit global (base caisse) de 46,10 milliards qui est totalement financé.

1.2.4. Analyse du financement

À fin juin 2026, la structure de financement met en évidence une forte mobilisation de ressources extérieures. En effet, le financement extérieur net s'élève à 182,44 milliards alors qu'on note un désengagement de l'État vis-à-vis du financement intérieur pour 136,34 milliards.

Le financement extérieur provient des nouveaux tirages pour 246,07 milliards (emprunts projets pour 82,08 milliards et autres emprunts pour 163,99 milliards) et du remboursement du principal au titre de la dette extérieure pour 63,63 milliards.

Le financement intérieur se chiffre à -136,34 milliards résultant des désengagements de l'État vis-à-vis du système bancaire pour 1,25 milliard, des banques régionales pour 64,69 milliards et du système non bancaire pour 70,4 milliards. Sur la période sous revue, les créances nettes de la banque centrale se sont établies à -27,52 milliards, en lien avec le remboursement du concours du FMI pour 20,04 milliards et d'une hausse des dépôts de l'État pour 7,52 milliards. Au niveau des banques primaires nationales, les créances nettes se sont élevées à 26,27 milliards, résultant d'un remboursement des titres public pour 11,56 milliards, des crédits de trésorerie de 36,00 milliards et d'une baisse des dépôts de l'État pour 1,83 milliard.

1.2.5. Programme économique et financier du FMI

Par rapport au programme économique et financier conclu avec le FMI, tous les critères fixés à fin juin 2026 ont été respectés.

TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (TOFE) A FIN JUIN 2026

RUBRIQUES	EXECUTION JUIN 2025	BUDGET 2026	EXECUTION - FIN JUIN 2026		TAUX DE VARIATION (EN GLISSEMENT ANNUEL)
			MONTANT	TAUX	
RECETTES TOTALES ET DONCS	522,98	1 421,35	588,08	41,4%	12,4%
RECETTES FISCALES	444,11	1 096,11	507,82	46,3%	14,3%
COMMISSARIAT DES IMPÔTS	243,46	616,26	279,07	45,3%	14,6%
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS IND.	200,64	479,85	228,74	47,7%	14,0%
RECETTES NON FISCALES	27,23	109,61	35,50	32,4%	30,4%
RECETTES DES CAS	1,68	48,68	2,15		
DONS	49,97	166,94	42,61	25,5%	-14,7%
DONS PROJETS	49,97	166,94	42,61	25,5%	-14,7%
DONS PROGRAMME	0,00	0,00	0,00		
FONDS DE CONCOURS INTERIEUR	0,00	0,00	0,00		
DEPENSES ET PRETS NETS	669,75	1 627,90	647,06	39,7%	-3,4%
DEPENSES COURANTES	467,56	1 026,16	423,21	41,2%	-9,5%
CHARGES FINANCIERES	95,97	188,62	102,76	54,5%	7,1%
DEPENSES DE PERSONNEL	164,28	373,55	181,07	48,5%	10,2%
DEPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	113,36	166,54	47,97	28,8%	-57,7%
DEPENSES DE TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	78,97	248,78	91,44	36,8%	15,8%
PRETS NETS	14,98	0,00	-0,02		
DEPENSES DES CAS		48,68	0,00		
DEPENSES EN CAPITAL	202,19	601,74	223,85	37,2%	10,7%
DEPENSES D'ACQUISITION DES IMMOBILISATIONS HORS PIP	8,24	52,58	29,04	55,2%	252,4%
PROJET D'INVESTISSEMENT	193,95	549,16	194,81	35,5%	0,4%
PROJETS D'INVESTISSEMENT FINANCES SUR RESSOURCES INTERNES	44,69	161,67	70,12	43,4%	56,9%
PROJET D'INVESTISSEMENT FINANCES SUR RESSOURCES EXTERNES	149,26	387,49	124,69	32,2%	-16,5%
EMPRUNTS	99,30	220,55	82,08	37,2%	
DONS	49,97	166,94	42,61	25,5%	-14,7%
SOLDE BUDGÉTAIRE PRIMAIRE INTÉRIEUR	48,50	202,60	125,85	62,1%	159,5%
SOLDE GLOBAL PRIMAIRE	-50,79	-17,94	43,77	-243,9%	-186,2%
SOLDE GLOBAL DONCS INCLUS (BASE ORD.)	-146,76	-206,56	-58,99	28,6%	-59,8%
VARIATIONS DES ARRIERES	19,33	0,00	12,89		-33,3%
SOLDE GLOBAL DONCS INCLUS (BASE CAISSE)	-127,43	-206,56	-46,10	22,3%	-63,8%
FINANCEMENT	144,65	206,56	46,10	22,3%	-68,1%
FINANCEMENT INTERIEUR	-32,89	-116,51	-136,34	117,0%	314,6%
SYSTEME BANCAIRE	67,32	51,00	-1,25		-101,9%
FINANCEMENT BANCAIRE HORS CHAMP	-40,52	-167,51	-64,69	38,6%	59,6%
FINANCEMENT INTERIEUR NON BANCAIRE	-59,69	0,00	-70,40		17,9%
FINANCEMENT EXTERIEUR	177,54	323,06	182,44	56,5%	
EMPRUNTS NETS	177,54	323,06	182,44	56,5%	2,8%
AUTRES FINANCEMENTS EXTERIEURS	0,00	0,00	0,00		
PRINCIPAUX INDICATEURS					
PIB NOMINAL	6 359,5	7 486,0	7 486,0		
SOLDE GLOBAL DONCS COMPRIS/ PIB	-2,3	-2,8	-0,8	28,6%	
PRESSION FISCALE (RECETTES FISCALES / PIB)	7,0	14,6	6,8	46,3%	
MASSE SALARIALE / RECETTES FISCALES	37,0	34,1	35,7	104,6%	
SUIVI DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)					
	OBJECTIFS A FIN 2025	OBJECTIFS A FIN JUIN 2026	REALISATION A FIN JUIN 2026	OBSERVATIONS	
SOLDE DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE INTÉRIEUR PRIMAIRE	146,0	119,0	125,8	RESPECTER	
NON-ACCUMULATION D'ARRIÉRÉS EXTÉRIEURS	0,0	0,0	0,0	RESPECTER	
FINANCEMENT INTÉRIEUR NET	242,0	-53,0	-136,3	RESPECTER	
RECETTES GLOBALES	1 025,0	498,0	507,8	RESPECTER	
DÉPENSES SOCIALES	332,0	133,0	231,2	RESPECTER	

Source : ACCE/DGTCP

2. COHERENCE ENTRE LE TOFE ET LA DETTE PUBLIQUE

Cette partie vise à vérifier la cohérence entre les données figurant dans la partie financement du TOFE et les flux de dette.

2.1. Données issues du TOFE

A fin juin 2026, le déficit budgétaire, base ordonnancement, s'élève à 58,99 milliards. La prise en compte de la variation des arriérés de 12,89 milliards a permis de dégager un déficit budgétaire, base caisse, de 46,10 milliards qui est financé par la dette et les autres flux.

2.1.1. Financement du déficit par la dette

La structure du financement par la dette indique un arbitrage net en faveur du financement extérieur, avec une réduction parallèle du financement intérieur net. Les emprunts nets qui ont servi à financer le déficit se chiffrent à 82,83 milliards indiquant ainsi un surplus de financement. Ils se décomposent comme suit en émissions intérieures nettes, financements extérieurs et des concours nets du FMI.

Au titre du premier trimestre 2026, les émissions intérieures nettes affichent un désendettement intérieur net de 79,57 milliards et constituées des :

- émissions de titres publics de 338,20 milliards décomposées en bons du trésor pour 18,50 milliards et en emprunts obligataires pour 319,70 milliards ;
- remboursements de 414,45 milliards décomposés en bons du trésor pour 106,81 milliards et en emprunts obligataires pour 307,65 milliards ;
- autres financements intérieurs nets de -3,32 milliards correspondant à un remboursement de la dette intérieure.

Sur la même période, les financements extérieurs ont atteint 182,44 milliards représentant 2,4% du PIB et constituent la principale source de financement sur la période. Les décaissements ont atteint 246,07 milliards et se décomposent en emprunts projets pour 82,08 milliards et en autres emprunts pour 163,99 milliards. Les remboursements se chiffrent à 63,63 milliards.

Au titre des concours nets du FMI, il faut noter qu'au cours de la période sous revue, l'Etat togolais a remboursé 20,04 milliards.

2.1.2. Financement par les autres flux

Les autres flux regroupent ceux liés aux opérations bancaires et les flux non bancaires.

Les autres flux bancaires s'élèvent à 30,35 milliards et se décomposent comme suit :

- une augmentation des dépôts du Trésor vis-à-vis de la BCEAO : 7,52 milliards ;
- une diminution des dépôts du Trésor vis-à-vis des banques commerciales : 1,83 milliard ;
- une mobilisation de 36,00 milliards de crédits directs auprès des banques commerciales pour la gestion à court terme de la trésorerie.

Les flux non bancaires se chiffrent à -67,08 milliards et comprennent :

- la variation des comptes de dépôts des correspondants du Trésor pour -6,82 milliards ;
- les tirages et avances pour -47,56 milliards ;
- les déconsignations pour compte des projets pour 7,02 milliards ;
- Autres financements non bancaires pour -1,53 milliard.

Ces mouvements ont conduit à un résidu inexpliqué de -4,15 milliards qui n'est rien d'autre que l'erreur et omission contenu dans le TOFE.

TABLEAU DE COHERENCE ENTRE LE TOFE ET LA VARIATION DE LA DETTE

N°	POSTES	FIN JUIN 2026		
		TOFE	DETTE	TOFE-DETTE
	Solde global base ordonnancement	-58,99		
	Instances de paiement	12,89		
1	Solde global base caisse	-46,10	-46,10	0,00
2	Emission nette (2)	-79,57	-79,57	0,00
	Emission	338,20	338,20	0,00
	Bon du trésor	18,50	18,50	0,00
	Emprunt obligataire	319,70	319,70	0,00
	Remboursement	-414,45	-414,45	0,00
	Bon du trésor	-106,81	-106,81	0,00
	Emprunt obligataire	-307,65	-307,65	0,00
	Autres financement intérieur	-3,32	-3,32	0,00
3	Financement extérieur net (3)	182,44	182,44	0,00
	Décaissement	246,07	246,07	0,00
	Amortissement	-63,63	-63,63	0,00
4	Concours nets du FMI (4)	-20,04	-20,04	0,00
	Concours FMI	0,00	0,00	0,00
	Remboursement FMI	-20,04	-20,04	0,00
5	Emprunts nets (5) = (2) + (3) + (4)	82,83	82,83	0,00
6	Dettes + déficit (6) = (1) + (5)	36,73	36,73	0,00
7	Autres flux bancaire (7)	30,35	0,00	0,00
	BCEAO hors FMI	-7,48		
	Crédits bancaires	36,00		
	Variation des dépôts	1,83		
8	Financement résiduel (8) = (6) + (7)	67,08	36,73	0,00
9	Financement non bancaire (9)	-62,93	0,00	0,00
	Comptes des correspondants du Trésor	-6,82		
	Avances	-47,56		
	Consignations	-7,02		
	Autres financement non bancaires	-1,53		
	Résidu restant inexpliqué	4,15	36,73	0,00
	PIB nominal	7 486,00		

Source : ACCE/DDPF/DGTCP

2.2. Données issues de la dette publique (ajustement stock-flux)

L'analyse vise à rapprocher les données de flux de la dette contenu dans le TOFE à la variation de l'encours de la dette observée au cours du premier semestre 2026, afin de dégager les déterminants de l'accumulation de la dette publique. Pour se faire, le tableau, ci-dessous, met en évidence une augmentation de la dette qui n'est pas exclusivement imputable au déficit budgétaire.

Au 30 juin 2026, la variation du stock de dette s'établit à 145,47 milliards, contre un financement net du déficit capté par la DDPF de 82,87 milliards. L'écart de 62,60 milliards entre ces deux agrégats s'explique principalement par les ajustements stock-flux, notamment la différence entre les tirages en base engagement et les tirages effectivement réalisés, l'effet de change, les flux antérieurs et les tirages non captés par le déficit budgétaire. Le rapprochement fait ressortir un résiduel nul, indiquant que les principaux facteurs explicatifs de la variation de la dette ont été identifiés.

- **Flux antérieurs pour 10,11 milliards**, soit 16,1% de l'écart constaté, représentent des opérations rattachées à des périodes précédentes mais qui affectent le stock de la dette à fin 30 juin 2026. Ils correspondent aux des opérations dont la comptabilisation intervient avec un décalage par rapport à leur prise en compte budgétaire.
- **Effet de taux de change pour 15,52 milliards**, soit 24,8% de l'écart constaté, constitue un élément particulièrement important dans la dynamique de la dette publique. Il traduit l'incidence des variations des taux de change sur la contre-valeur en monnaie nationale de la dette libellés en devises fluctuantes. Ainsi, une variation du taux de change entraîne une modification du niveau de l'encours sans qu'un nouvel emprunt ait été contracté.
- **Tirages non captés par le déficit budgétaire qui s'élèvent à 6,35 milliards**, soit 10,1% des de l'écart constaté, indiquent que des ressources ont été effectivement tirées sur des emprunts. Ces tirages ne sont pas directement associés au financement du déficit budgétaire. Il s'agit du financement des projets non inscrit dans le budget et qui seront pris en compte dans le collectif budgétaire. Cet élément est important pour expliquer pourquoi le tirage de la dette et le financement du déficit ne sont pas toujours équivalents.
- **Différence entre tirages en base engagement et tirages réels pour 30,70 milliards**, soit 49,0% de l'écart constaté, traduit un décalage entre les montants enregistrés sur la base engagement et les montants des tirages effectivement décaissés au cours de la période.

En somme, près de la moitié de l'écart entre le financement net du déficit et la variation de la dette au 30 juin 2026, provient de la différence entre les tirages en base engagement et les tirages effectivement réalisés.

TABLEAU DE COHERENCE ENTRE LES FLUX DE LA DETTE ET LA VARIATION DE L'ENCOURS DE LA DETTE

RUBRIQUE	MONTANT
Financement net du déficit capté par la DDPF	82,87
Financement net intérieur DDPF	-99,57
Financement net extérieur DDPF	182,44
Variation de la dette 30/06/2026 - 31/12/2025	145,47
Variation de la dette intérieure	-79,57
Variation de la dette extérieure	225,04
Différence entre le financement net du déficit et la variation de la dette	-62,60
Flux antérieur	10,11
Effet de taux de change	15,52
Tirages non captés par le déficit budgétaire	6,35
Différence tirages base engagement et réels	30,7
Total Autres flux	62,64
Résiduel à chercher	0

Source : DDPF/DGTCP

1. COHERENCE ENTRE LA POSITION NETTE DU TRESOR ET LA POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT A FIN JUIN 2026

La méthodologie retenue pour la détermination de la Position nette du Trésor (PNT), tient compte des données enregistrées par le Trésor public dans ses livres comptables au titre des opérations de trésorerie pour le compte de l'administration centrale budgétaire. Ceux sont ces données qui sont prises en compte dans le TOFE.

L'analyse met en évidence les variations des créances et engagements du système bancaire, ventilées entre la Banque centrale (BCEAO) et les banques commerciales, et fait la comparaison entre les données contenues dans la PNT et la Position nette du Gouvernement (PNG) élaborée par la BCEAO. Ainsi, à fin juin 2026, les créances nettes du système bancaire vis-à-vis de l'administration centrale budgétaire enregistrent une baisse de 1,25 milliard dans la PNT contre 13,31 milliards dans la PNG, soit un écart 14,56 milliards.

1.1. Créances nettes de la BCEAO

Les créances nettes de la BCEAO vis-à-vis de l'administration centrale budgétaire ont connu une diminution de 27,52 milliards dans la PNT toute comme dans la PNG. Cette diminution est imputable à la baisse des créances brutes de la BCEAO pour 20,00 milliards et à une augmentation des engagements de la BCEAO vis-à-vis de l'Etat. Les créances brutes de la BCEAO correspondent aux remboursements du concours du FMI. Les données de la PNT et de la PNG concordante.

1.2. Créances nettes des banques commerciales

A fin juin 2026, la variation des créances nette des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale contenue dans la PNG se chiffre à 40,82 milliards contre 26,27 milliards dans la PNT, soit un écart de 14,56 milliards. Cet écart s'explique par le champ de couverture de ces deux (2) situation et des mouvements des titres publics sur le marché interbancaire. Il se décompose en 33,54 milliards pour les créances brutes et 18,98 milliards pour les engagements.

Les créances brutes des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale sont constitués des crédits et du portefeuille des titres publics. Globalement, ces créances s'élèvent 57,98 milliards pour la PNG et 24,44 milliards pour la PNT, soit une différence de 33,54 milliards. Cette différence provient essentiellement du champ de couverture des crédits et des opérations sur le marché interbancaire occasionnant des mouvements des titres publics.

- Les crédits se chiffrent à 38,59 milliards dans la PNG contre 36,00 milliards pour la PNT, soit un écart de 2,59 milliards imputable aux autres unités des administrations publiques.
- Les mouvements des titres publics ont atteint 19,40 milliards dans la PNG contre -11,56 milliards pour la PNT.

Les engagements des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale sont constitués essentiellement des dépôts. Sur la période sous revue, les engagements des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale budgétaire ont régressé de 1,83 milliard dans la PNT toute comme dans la PNG. Cependant, la PNG a intégré les dépôts des autres unités extrabudgétaires pour un montant de 18,98 milliards qui ne sont pas dans le champ de couverture de l'administration centrale budgétaire.

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LA PNG ET LA PNT

N°	POSTES	FIN JUIN 2026		
		PNG	PNT	PNG-PNT
1	Banque centrale / BCEAO	-27,52	-27,52	0,00
1.1	Créances de la BCEAO	-20,00	-20,00	0,00
	Concours du FMI	-20,04	-18,07	-1,97
	Concours adossés aux DTS	0,00		0,00
	Créances BCEAO	0,04	-1,93	1,97
1.2	Engagements de la BCEAO	7,52	7,52	0,00
	Encaisses du Trésor	0,00		0,00
	Dépôts	-1,67	7,52	-9,19
	Autres engagements	9,19		9,19
2	Banque commerciales	40,82	26,27	14,56
2.1	Créances des banques commerciales	57,98	24,44	33,54
	Crédits	38,59	36,00	2,58
	Portefeuille de titres du Trésor	19,40	-11,56	30,96
2.2	Engagements des banques commerciales	17,16	-1,83	18,98
	Dépôts de l'administration centrale	-3,12	-3,12	0,00
	Dépôts des autres unités extrabudgétaires	18,98		18,98
	Autres engagements	1,29	1,29	0,00
3	CRÉANCES NETTES DU SYSTÈME BANCAIRE	13,31	-1,25	14,56

Source : ACCE à partir des données de la BCEAO et de la TGE